Les entreprises en région BILAN ET PERSPECTIVES

François JEAMBRUN, Directeur départemental

Rodez - 16 février 2023

LE CADRE NATIONAL ET INTERNATIONAL

UNE ANNÉE ÉCOULÉE À NOUVEAU FAITE DE CHOCS ET D'INCERTITUDES

Le déclenchement de la **guerre en Ukraine** a exacerbé les tensions sur les marchés de matière première et les prix de l'énergie, et provoqué une **crise énergétique**

La dégradation des termes de l'échange constitue un **prélèvement extérieur** estimé autour de 50 Md€, soit 2 % du PIB

Indices de prix des matières premières

Cours journaliers lissés sur 5 jours, USD, base 100 au 1^{er} janv. 2020

Sources : S&P GSCI. Dernier point: 09/01/23.

Termes de l'échange

Note : Effet des termes de l'échange sur le PIB = croissance au trimestre T du prix relatif des exportations sur le prix du PIB pondérée par la part des exportations dans le PIB au trimestre T-4 moins cette même contribution pour les importations. Dernier point: T3 2022.

RÉSILIENCE DE L'ACTIVITÉ AU T4 2022, MAIS DÉGRADATION DE LA TRÉSORERIE ET ALOURDISSEMENT DES STOCKS DANS L'INDUSTRIE

Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie

b) Dans le bâtiment

Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie

b) Dans les services marchands

Situation des stocks dans l'industrie

(solde d'opinion CVS-CJO)

Sources : Enquête de Conjoncture de la Banque de France; dernier point : Décembre 2022

REPLI DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT, MAIS PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

(en %, données brutes)

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)

RÉSILIENCE (2022), RALENTISSEMENT (2023), REPRISE (2024) SUR FOND DE DÉTENTE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Prévision de croissance du PIB réel, France

Croissance annuelle (%)

Source : Banque de France, projections macroéconomiques
Note : les prévisions sont en barres hachurées, ou sur fond bleuté

INFLATION : PIC AU 1^{ER} SEMESTRE 2023, AVANT DE REVENIR VERS 2 % FIN 2024-2025

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)

Graphique 4 : Décomposition de l'IPCH

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)

Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

Tableau A : Évolution des salaires réels

(croissance annuelle en %)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Salaire moyen par tête nominal	2,3	1,0	1,8	3,8	6,2	4,7	3,7
Salaire moyen par tête déflaté par le prix de consommation des ménages	1,5	0,1	0,2	- 1,3	0,6	2,0	1,4
Salaire moyen par tête déflaté par le prix de valeur ajoutée marchande	1,0	- 1,0	0,4	0,1	3,2	1,8	1,1

Le salaire moyen par tête nominal et les salaires réels sont corrigés du chômage partiel.

Données corrigées des jours ouvrables.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 28 octobre 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

APRÈS LE PIC DE 2021, LE TAUX DE MARGE DES ENTREPRISES RETROUVERAIT SES NIVEAUX DE MOYEN TERME

Évolution du taux de marge des sociétés non financières et de ses déterminants

(croissance annuelle en %)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de marge des sociétés non financières (SNF) ^{a)}	31,5	33,4	31,8	34,2	31,4	30,5	30,5	31,4
Déflateur de la valeur ajoutée ^{b)}	0,8	1,4	2,0	1,4	3,7	3,0	2,9	2,6
Coûts salariaux unitaires (CSU) ^{b)}	1,0	- 1,5	2,9	2,2	5,4	5,8	2,1	1,5
Productivité par tête ^{b)}	0,7	0,8	- 7,6	3,5	0,2	0,2	2,5	2,4

a) En pourcentage, en moyenne annuelle.

b) Dans le secteur marchand.

Note : Seules les cotisations sociales sont intégrées aux CSU au sens de la comptabilité nationale. Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) n'a donc pas d'impact sur cet indicateur : c'est ainsi la baisse de cotisations sociales employeurs mise en place en substitution au CICE qui explique la baisse apparente des CSU en 2019.

Sources : Insee de 2018 à 2021 (comptes nationaux trimestriels du 28 octobre 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

Graphique 8 : Taux de marge des sociétés non financières, comparaison avec les années 1970

(en % de la valeur ajoutée)

Sources : Insee jusqu'en 2021, projections Banque de France à partir de 2022.

LES MÉNAGES ET LES ENTREPRISES RELATIVEMENT PRÉSERVÉS DES CHOCS EXTERNES AU PRIX D'UN ENDETTEMENT PUBLIC ÉLEVÉ

Le ratio de dette publique demeurerait autour de **112%** du PIB sur l'horizon de prévision

Mesures compensatoires d'inflation en France

en Md€, en niveau

Sources : calculs BDF à partir des trajectoires TRV + prix à terme ; documents budgétaires

Le coût net montre le coût brut moins les mesures de financement (moindres charges de service public de l'énergie et taxation des rentes infra-marginales)

Dette publique en France

en % du PIB

Sources : INSEE, projections BDF (BMPE de décembre)

- **L'Etat peut amortir temporairement le choc énergétique, mais pas le faire disparaître. C'est une nouvelle donne économique à laquelle nous devons nous adapter**
- **Il faut répartir plus efficacement la facture entre entreprises et ménages en veillant aux publics les plus touchés**

FRANCE : LE RELÈVEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT SE TRANSMET DE MANIÈRE PROGRESSIVE ET ORDONNÉE

Le crédit à l'habitat se normalise mais reste dynamique

Parmi les grands pays européens, le crédit à l'habitat est en France à la fois le moins cher, le plus abondant, et le plus sûr

L'encours des crédits bancaires aux entreprises demeure très dynamique (substitution des financements de marché)

FRANCE: LA DETTE NETTE DES ENTREPRISES FRANÇAISES EST REPARTIE À LA HAUSSE EN 2022

Endettement des sociétés non financière

Cumul des flux mensuels sur 12 mois, en Mds€

Dernière observation disponible: octobre 2022

Source: Banque de France

LE CADRE DE L'ENQUÊTE RÉGIONALE

L'ÉCONOMIE RÉGIONALE A ÉTÉ RÉSILIENTE EN 2022 MALGRÉ LA SUCCESSION DES CHOCS

		2022	2023	
INDUSTRIE		Chiffre d'affaires	+8.4%	+7%
		Effectifs	+1.5%	+2.6%
		Investissements	+8.6%	+14.6%
SERVICES MARCHANDS		Chiffre d'affaires	+12.4%	+6.4%
		Effectifs	+5.8%	+4.4%
		Investissements	-2.4%	+74.7%
BTP		Production totale	+1.8%	+5.6%
		Effectifs	-1.6%	+1.6%
		Investissements	-22.5%	-10%

EN 2022, L'ACTIVITÉ EST TIRÉE PAR LES SERVICES MARCHANDS ET L'INDUSTRIE

Évolution des chiffres d'affaires-production (% , g.a.)

Évolution sectorielle

du PIB 2022 :

Source INSEE 31/01/2023

1,4 %

6%

0,4%

Source : Banque de France

LA PROGRESSION DES EFFECTIFS A ÉTÉ FREINÉE PAR LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Poids dans le total des effectifs 12 %

ACOSS - URSSAF

19 %

9 %

Source : Banque de France

UN INVESTISSEMENT NETTEMENT MOINS DYNAMIQUE QU'ANTICIPÉ, REPRISE ATTENDUE EN 2023 HORMIS DANS LE BTP

Évolution des Investissements (% , g.a.)

Source : Banque de France

HORMIS DANS LE BTP, LA RENTABILITÉ D'EXPLOITATION SERAIT GLOBALEMENT PRÉSERVÉE MALGRÉ LA RÉPÉTITION DE CHOCS

Évolution de la rentabilité d'exploitation

Solde d'opinion **+12 pts** **+28 pts**
(Augmentation - Diminution)

LES DEFAILLANCES RETROUVENT LEUR NIVEAU D'AVANT COVID

Nombre de défaillances d'entreprises de l'Aveyron
(indice base 100 sur 5 ans)

Source : BDF - SCR

Nombre de défaillances d'entreprises de l'Aveyron
(évolution sur 1 an)

Source : BDF - SCR

LES ENCOURS DE CREDITS MOBILISES PAR LES ENTREPRISES : + 6,4 % SUR 1 AN

Encours de crédits mobilisés par les entreprises de l'Aveyron (indice base 100 sur 3 ans)

Source : BDF - SCR

Encours de crédits mobilisés par les entreprises de l'Aveyron (évolution sur 1 an)

Source : BDF - SCR

LES CREDITS AUX PARTICULIERS : + 5,9% SUR 1 AN

Crédits à l'habitat et à la consommation consentis aux ménages

Crédits à l'habitat consentis aux ménages de l'Aveyron
(évolution sur 1 an)

Source : BDF – Centralisation D. et C.

Crédits à la consommation consentis aux ménages de l'Aveyron (évolution sur 1 an)

Source : BDF – Centralisation D. et C.

Crédits consentis aux ménages de l'Aveyron
(variation par type de crédit)

Source : BDF – Centralisation D. et C.

- Les tensions sur les trésoreries des entreprises
- Les comportements de paiement : l'accroissement des retards ne doit pas être la variable d'ajustement
- Les incertitudes sur la capacité des entreprises à faire face aux remboursements des dettes bancaires, fiscales et sociales , notamment les TPE
- L'accompagnement des banques dans le financement des besoins des entreprises

En réponse :

- Solliciter le plus en amont possible un accompagnement
 - Restructuration PGE : Médiation du crédit
 - Fiscal- social : Conseiller départemental à la sortie de crise
 - Cellule de prévention des difficultés de la CCI

QUESTIONS ?

Merci pour votre attention.